

## Burundi : les journalistes de la Radio Inzamba témoignent

Deutsche Welle, 03.05.18 "Médias, justice et Etat de droit : les contrepoids du pouvoir". Ce thème a de quoi faire réfléchir, notamment au Burundi, où depuis trois ans, il n'existe quasiment plus aucune radio privée indépendante.

La "Radio Inzamba" (ou "radio trompette"), est diffusée exclusivement sur Internet depuis Kigali, la capitale du Rwanda. Elle produit quotidiennement un journal d'information en français et en kirundi, la langue locale du Burundi. Informations relayées sur les réseaux sociaux. La "Radio Inzamba" est née il y a bientôt trois ans, dans la foulée du putsch manqué de mai 2015 contre le président Pierre Nkurunziza. Avec pour conséquences le saccage puis la fermeture des radios privées accusées de collusion avec les sommets putschistes. "Si on ne se mettait pas au travail, si on ne pratiquait pas notre métier avait des risques de disparaître. Alors on s'est mis ensemble, on a réfléchi et puis on a dit : "informons les Burundais qui suivaient les radios qui ont été détruites". On a vu qu'on ne pouvait pas émettre sur FM comme on le faisait avant. Aujourd'hui, internet peut nous aider. On a utilisé internet. Nous sommes contents de ce que nous faisons", s'est réjoui, Désiré Hatungimana, le rédacteur en chef de la Radio Inzamba. "On fait beaucoup de news du pays. Ça aurait aimé être sur le terrain, être au pays pour pouvoir exploiter un peu plus ce qui se passe là-bas", regrette pour sa part Alexandrine Keza, l'une des présentatrices des journaux à Radio Inzamba. Rapport d'écoute positif En dépit des difficultés en tous genres, les journalistes ont un rapport d'écoute satisfaisant. "Quand nous tardons à envoyer les journaux, il y a des demandes incessantes. Tous les collègues sont bousculés de messages WhatsApp qui nous demandent pourquoi le journal tarde. Nous osons dire ce qui est considéré aujourd'hui comme un tabou au Burundi. On a besoin d'une intervention d'une autorité que nous n'avons pas eue la chance d'avoir, ce n'est pas interdit de retransmettre Deutsche Welle", témoigne le rédacteur en chef Désiré Hatungimana. Les journalistes qui ont fui le Burundi ont d'ailleurs une association professionnelle d'Association des journalistes Burundais en exil, AJBE. Leur objectif : préserver le droit à l'information et le droit à l'expression quelles que soient les conditions dans lesquelles opèrent les médias indépendants et leurs professionnels poussés à l'exil. Profitant de la journée mondiale de la liberté de la presse, Alexandrine Keza lance un appel à ses confrères. "Je pourrais dire, surtout aux collègues qui sont en fuite aujourd'hui, courage. Il ne faut pas baisser les bras, parce que demain, après-demain, la pluie cessera de tomber et on pourra rentrer. Pour ceux qui sont au pays. Il y'en a qui commencent le métier aujourd'hui. Qu'ils ne perdent pas courage. Qu'ils continuent. Demain, après-demain, ce sont eux qui deviendront des experts." Désiré Hatungimana, lui s'adresse aux autorités de son pays : "On est parti parce que notre liberté était violée. Que l'autorité laisse les journalistes travailler en toute indépendance. Que l'autorité laisse les médias fonctionner. Que l'autorité donne l'espace. Que la liberté d'expression soit une réalité au Burundi. S'il y a cette liberté, c'est tout le monde qui y gagnera."

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});